

Comparez à cet ordre du jour, si honorable pour les vaincus, l'article du *Journal officiel* et la proclamation du général Trochu aux gardes nationales, le 1<sup>er</sup> novembre :

« Le village du Bourget, dit le *Journal officiel*, ne faisait pas partie de notre système général de défense ; son occupation était d'une importance très-secondaire et les bruits qui attribuent de la gravité aux incidents qui viennent d'être exposés, sont sans aucun fondement. »

Et la proclamation du général Trochu :

« Le pénible accident survenu au Bourget par le fait d'une troupe qui, après avoir surpris l'ennemi, a manqué absolument de vigilance et s'est laissé surprendre à son tour, a vivement affecté l'opinion. »

Certes. Et l'opinion avait bien le droit d'être affectée, lorsqu'elle voyait le premier et le seul véritable avantage remporté par nous devant Paris, tourner brusquement, cruellement, à notre désespoir et se terminer par cette sombre et épouvantable tuerie. L'opinion raisonnait naïvement et justement ainsi : Ou le Bourget est un point stratégique utile et, l'ayant pris, il fallait multiplier ses efforts pour le conserver, ou la position du Bourget est inutile, et on ne devait point perdre des hommes pour la prendre. Il ne fallait être, pour raisonner ainsi, ni grand clerc, ni stratège illustre. L'humble bon sens suffisait. Encore aujourd'hui, cette triste affaire du Bourget impressionne péniblement et, pour tout dire, elle garde d'ailleurs comme un coin mystérieux. Il y a un coupable en tout ceci. Quel est-il ? Quel est l'homme qui a laissé massacrer, sans les secourir, les soldats du commandant Brasseur et les mobiles du commandant Baroche ? Cette même opinion publique, dont parle le général Trochu, a depuis longtemps accusé et condamné M. le général Carré de Bellemare. Un an après l'affaire du Bourget, devant la fosse où reposent les cadavres du 30 octobre, la foule a, par ses huées, frappé le général comme à la joue. Lui pourtant, en présence des vivants, et foulant la terre des morts, a prononcé ces paroles :

« Il y a aujourd'hui un an, à cette même heure où nous venons de prier pour ceux qui sont morts au champ d'honneur, l'opération la mieux réussie de toutes celles tentées jusqu'à ce jour depuis le commencement du siège était changée subitement en un revers qui prenait les proportions d'un désastre, par suite d'un concours inouï de circonstances fatales qui ont paralysé tous mes efforts et mis à néant les dispositions que j'avais pu prendre avec les ressources que j'avais entre les mains. »

« Cette malheureuse affaire, dont les pertes réelles ont été au-dessous de ce qu'on avait cru tout d'abord, a soulevé bien des haines, bien des

colères, et a été l'objet d'appréciations plus ou moins erronées. Mon rapport officiel n'a jamais été publié ; esclave de la discipline, je me suis abstenu de faire connaître la vérité sur laquelle mes chefs se taisaient ; mais un jour viendra où je pourrai, en dehors de toutes les passions du moment, la divulguer tout entière. »

« Quoi qu'il en soit, la journée du 30 octobre a coûté à l'ennemi, d'après son rapport officiel, 31 officiers et 499 hommes tués ; c'était la perte la plus sanglante qu'il eût subie jusqu'alors devant Paris, et il rend lui-même dans ce rapport le plus éclatant hommage à l'héroïsme de cette poignée de braves qui pendant plusieurs heures ont vendu chèrement leur vie, au milieu du cercle de fer qui les étreignait. »

Que signifie ce silence du général de Bellemare ? Et l'heure n'est-elle point venue où il doit, devant le pays tout entier, faire connaître la vérité tout entière ? Assez d'autres généraux ont écrit leur propre panégyrique pour qu'il soit permis à celui-ci de présenter sa défense. M. de Bellemare, dans une note adressée au général Trochu, en même temps que son rapport, parlait d'un officier coupable sur lequel il faisait retomber toute la faute. Son rapport, inséré au *Journal officiel*, était d'ailleurs plein d'inexactitudes absolues. Mais enfin, nous sommes en droit de savoir le vrai. M. de Bellemare, qui semblait accuser un de ses inférieurs en 1870, paraît accuser son général en chef en 1871. Où est la vérité stricte que réclame l'histoire ? N'oublions pas, dans tous les cas, que M. de Bellemare fut, avec le général Pellé, le seul des généraux qui refusa de signer la capitulation honteuse de Sedan, et que Delescluze ayant, à propos du Bourget, violemment attaqué dans le *Réveil* M. de Bellemare, celui-ci se rendit auprès du journaliste et là, lui exposant, dit-on, sa conduite, lui donnant la raison de ses actes, en obtint une note de Delescluze lui-même, qui le dégageait de toute responsabilité.

Le procès de cette navrante affaire du Bourget en est là.

Mais si l'histoire ne peut encore, sur ce point, prononcer en dernier ressort, elle doit s'indigner devant cette assertion du général Trochu infligeant un blâme immérité à des troupes qui, le 30 octobre, avaient su combattre et mourir. Oui, elle se sent prise d'indignation en rencontrant toujours, comme une ironie, plus de vérité, plus de justice envers nos soldats chez l'ennemi que chez nos généraux. Quelle antithèse accablante pour le gouverneur de Paris que les quelques lignes de M. Trochu relatives au Bourget, mises en regard de la proclamation du prince de Wurtemberg ! Et quel plus bel éloge des pauvres et courageux soldats et des vaillants enfants de Paris que l'aven

leur résistance, le salut à leur opiniâtreté superbe rencontré sous la plume d'un prince ennemi !

Le Bourget, c'est la plaie saignante, la blessure profonde, la faute capitale du siège de Paris. Cette inutile boucherie, cet oubli complet de toute prudence, cet échec exaspéra la population parisienne comme l'échec de Châtillon l'avait un moment désespérée. Elle savait que nous avions été battus au Bourget faute d'artillerie, et elle avait vu, le dimanche 30 octobre, les canons destinés au Bourget monter lentement la rue Lafayette, à trois heures de l'après-midi, quand depuis trois heures il n'était plus à nous ; et il était parsemé de cadavres français et couvert de morts prussiens, ce Bourget que nous avions gardé trois jours !

Le dimanche soir, lorsque la nouvelle de la prise du Bourget se répandit, des groupes mécontents, irrités, pleins de fureur, se formaient sur les boulevards. On parlait haut, on vociférait, on accusait, on maudissait les chefs. Jamais Paris ne fut plus profondément exalté et, cette fois, plus justement. Par une fatalité singulière, ce même dimanche, le bruit se répandit que Metz, Metz l'invincible, Metz où commandait celui qu'on appelait *notre glorieux Bazaine*, Metz venait de capituler. Mais la nouvelle n'était pas connue de tous, et Paris s'endormit en n'ayant qu'une colère au cœur et qu'un nom sur les lèvres : le Bourget. Le lendemain, 31 octobre, il allait avoir deux noms à maudire.

Quelques jours avant la prise et la reprise du Bourget, le 27 octobre, un fait singulier avait ému la population de Paris. M. Félix Pyat avait imprimé en tête de son journal, *le Combat*, les lignes que voici :

#### LE PLAN BAZAINE.

*Fait vrai, sûr et certain, que le gouvernement de la défense nationale retient par devers lui comme un secret d'État, et que nous dénonçons à l'indignation de la France comme une haute trahison.*

*Le maréchal Bazaine a envoyé un colonel au camp du roi de Prusse pour traiter de la reddition de Metz et de la paix, au nom de Sa Majesté l'empereur Napoléon III.*

#### LE COMBAT.

La lecture de ces simples lignes, tombant brusquement comme un coup de tonnerre sur Paris, produisit aussitôt, chez certains, une exaspération violente. On ne pouvait croire à une aussi épouvantable nouvelle. Comme elle était imprévue, on la déclarait controuvée. Le maréchal Bazaine, auquel la France avait confié sa destinée, et qui commandait en ce moment la seule armée aguerrie qui restât à la patrie, ce Bazaine, que les rares extraits des journaux étrangers parvenant aux assiégés à travers les lignes prussiennes représentaient comme livrant sous Metz de gigantesques

combats, était-il donc tombé si bas qu'il complotât avec l'ennemi, devenu quelque chose comme son allié, la perte même de la nation et de son honneur ? Il y eut dans Paris comme une explosion de sentiment de justice révolté, outragé. On cria à la calomnie, et, d'un mouvement spontané, quelques-uns allèrent jusqu'à s'en prendre au journal du *calomniateur*. On brûla publiquement sur le boulevard les numéros du *Combat*, et une note du *Journal officiel* dénonça le lendemain, maladroitement, Félix Pyat comme une sorte d'agent de l'étranger. La vérité est qu'après avoir débuté par apporter à la défense nationale l'appui de son talent heurté, bizarre, mais vigoureux, Félix Pyat tombait dans des exagérations dangereuses. Sa souscription pour un fusil d'honneur offert à celui qui tuerait le roi de Prusse rappelait d'un peu trop près son toast fameux à une balle. Ce sont là de ces choses qu'on fait le fusil à la main, dans la loyale mêlée, mais qu'on ne dit pas. Le gouvernement n'en était pas moins essentiellement maladroît en écrivant la note où Bazaine était appelé le glorieux et où, en parlant du journal de M. Félix Pyat, M. Jules Favre disait : qu'il était « le *Combat* des Prussiens contre la France. » C'était donner beau jeu à Félix Pyat, le jour où Paris apprendrait que la nouvelle donnée par lui était vraie.

M. Félix Pyat répliqua en publiant, en tête de son numéro du lendemain, 29 octobre (daté du 30), les lignes suivantes :

« C'est le citoyen Flourens qui m'a dénoncé, pour le salut du peuple (*salus populi*, selon sa propre expression), le plan Bazaine, et qui m'a dit le tenir directement du citoyen Rochefort, membre du gouvernement provisoire de la défense nationale. »

« FÉLIX PYAT. »

Et Gustave Flourens apportait bientôt, à son tour, son témoignage :

29 octobre 1870.

« Mon cher Pyat,

« Le salut du peuple exige, en effet, qu'une pareille nouvelle soit immédiatement connue de tous, et ce serait honte et trahison que de la cacher un moment. »

« C'est au gouvernement de la défense nationale à établir que cette déplorable nouvelle est inexacte. »

« Quant à moi, je n'ai à prouver ni qu'elle est fautive, ni qu'elle est vraie. »

« Je maintiens seulement la tenir d'un citoyen attaché au gouvernement de la défense nationale, et j'affirme que ce citoyen n'est pas le citoyen Henri Rochefort, que je n'ai pas vu depuis plusieurs jours. »

« Votre »

« GUSTAVE FLOURENS. »

« Je remercie, ajoutait au bas de cette lettre Félix Pyat, je remercie le citoyen Flourens d'avoir confirmé, autant qu'il a pu, ma déclaration. »

Flourens, deux jours après, en plein Hôtel de ville, devait déclarer au contraire que c'était bien Rochefort qui avait parlé !

Cette polémique n'eut d'autre effet que d'alarmer la population, déjà remplie de malaise par suite du rationnement des denrées, des privations, de l'ennui, de cet état psychologique, pour parler comme les Germains, qu'engendre le siège, et de la rendre plus soupçonneuse, plus irritable, plus défiante. Certes, les esprits étaient bien préparés pour un mouvement, et ils arrivaient à cette période particulière d'excitation fébrile que donnent l'inaction, la souffrance, l'attente, toutes ces angoisses qu'on pourrait appeler des maladies obsessionnelles. Les clubs étaient bouillants, certains journaux répétaient à l'envi que les hésitations du gouvernement, ses lenteurs, son manque d'audace révolutionnaire perdaient la France. Les ardeurs juvéniles comprimées, les vieilles haines aigries, les ambitions inassouviées, les patriotiques espoirs fatigués, la colère contre l'étranger, la rancune des partisans contre les gouvernants modérés, tout à la fois se réunissait pour former, à un moment donné, une légion révoltée et menaçante. D'autant plus que cette légion, encore éparse, avait un drapeau et un mot de ralliement, mot de ralliement mal défini, comme la plupart des mots pour lesquels on combat, mais d'autant plus puissant et plus retentissant qu'il comportait plus d'espérances latentes, de désirs, de rêves. Réalisation des appétits les plus bas chez les uns, des rêves les plus généreux chez les autres, et, sans aller plus loin, réalisation de ce rêve : la défaite de l'étranger ; voilà ce que contenait ce mot mal compris, exploité par les plus habiles, adopté par les plus crédules, redouté par les plus timides, ce mot de *Commune*, qui allait plus tard se dresser, menaçant, devant cet autre mot superbe : *République*.

« Il ne sortira pas un Prussien de France sain et sauf, écrivait le *Combat*, si le gouvernement sort de l'Hôtel de ville et fait place à la *Commune*. » Le peuple lisait et croyait. Et comment voulez-vous qu'il ne s'enflammât point à ces promesses, qu'il ne se donnât point, corps et âme, à ceux qui affirmaient si radicalement ces choses, et qu'il ne se sentit pas, brusquement, plein de courroux à la nouvelle du moindre échec ? Cet échec, d'ailleurs, devait être double et cruel. Nous avons dit quelle colère s'empara de la population lorsqu'elle apprit la défaite et l'écrasement des mobiles de Batignolles et de Montrouge au Bourget. Qu'on juge de sa stupéfaction, lorsque le lendemain elle lut sur ses murs les deux affiches qui suivent, apposées l'une au-dessous de l'autre :

Paris, le 30 octobre 1870.

M. Thiers est arrivé aujourd'hui à Paris ; il s'est transporté sur-le-champ au ministère des affaires étrangères.

Il a rendu compte au gouvernement de sa mission. Grâce à la forte impression produite en Europe par la résistance de Paris, quatre grandes puissances neutres, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et l'Italie, se sont ralliées à une idée commune.

Elles proposent aux belligérants un armistice, qui aurait pour objet la convocation d'une Assemblée nationale. Il est bien entendu qu'un tel armistice devrait avoir pour conditions le ravitaillement, proportionné à sa durée, et l'élection de l'Assemblée par le pays tout entier.

Paris, le 30 octobre 1870.

Le gouvernement vient d'apprendre la douloureuse nouvelle de la reddition de Metz. Le maréchal Bazaine et son armée ont dû se rendre après d'héroïques efforts, que le manque de vivres et de munitions ne leur permettait plus de continuer. Ils sont prisonniers de guerre.

Cette cruelle issue d'une lutte de près de trois mois causera dans toute la France une profonde et pénible émotion. Mais elle n'abattra pas notre courage. Pleine de reconnaissance pour les braves soldats, pour la généreuse population qui ont combattu pied à pied pour la patrie, la ville de Paris voudra être digne d'eux. Elle sera soutenue par leur exemple et par l'espoir de les venger.

*Le ministre des affaires étrangères, chargé par intérim du ministère de l'intérieur,*

JULES FAVRE (1).

(1) Pour donner une idée de l'état d'exaspération de Paris, voilà l'affiche que deux hommes, d'un républicanisme modéré en somme, faisaient afficher dans le sixième arrondissement :

Peuple français !

Pendant que Châteaudun se fait écraser, Bazaine capitule ! Cette dernière honte doit ouvrir nos yeux.

Nous sommons le gouvernement de la défense nationale :  
1° De déclarer hors la loi Bonaparte, les hommes qui soutiennent son système, et les agents des prétentions dynastiques de toute sorte.

2° De destituer et d'emprisonner les généraux qui, par incapacité ou trahison, ont causé nos derniers désastres, et de prendre les mêmes mesures dans toutes les administrations ;

3° De repousser absolument toute proposition d'armistice et de lever en deux bans toute la population mâle de Paris. Que, si le gouvernement refuse de prendre les mesures révolutionnaires que réclame la situation, il donne en masse sa démission pour jeudi 3 novembre prochain.

Dans cet intervalle, le peuple de Paris avisera à le remplacer.

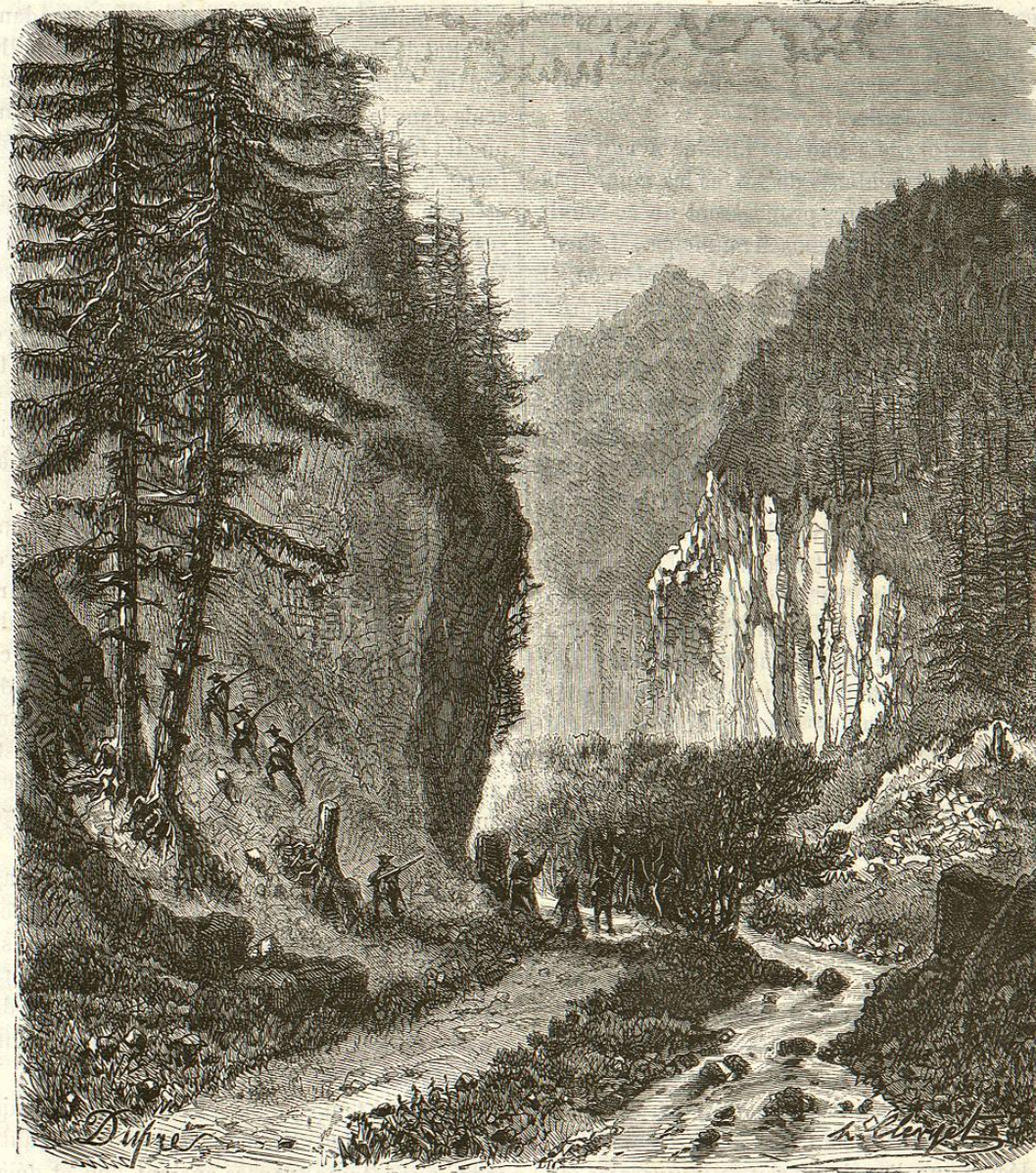
*La victoire ou la mort ! Vive la République !*

[Le comité révolutionnaire du 6<sup>e</sup> arrondissement.]

Approuvé :

ROBINET, maire du 6<sup>e</sup> arrondissement.

ANDRÉ ROUSSELLE, adjoint.



LA GUERRE EN PROVINCE. — Un défilé dans les Vosges.

Depuis plusieurs jours, je le répète, la population avait passé par des alternatives singulières de colère, d'espoir et de désespoir qui ne s'expliquent que trop. Depuis quelque temps aussi, une irritation sourde se manifestait dans les rangs de la garde nationale, jusqu'alors animée du meilleur esprit. Sa confiance en Trochu était ébranlée ; les gardes nationaux se plaignaient avec raison, mais sans qu'il fût possible de leur donner satisfaction sur ce point, d'être mal armés. Ses chefs supérieurs n'inspiraient qu'une confiance limitée ; les travaux d'installation d'artillerie et de baraquement aux remparts étaient conduits avec une extrême lenteur ; enfin, il était apparent pour tous que le

gouvernement se préoccupait plus de cet armistice, dont la nouvelle frappait Paris tout à coup, que des travaux de défense.

Lorsque les affiches que nous venons de citer, furent apposées, des groupes se formèrent dans tous les quartiers, les commentaires les plus violents étaient échangés, et tout faisait prévoir que la journée ne se passerait pas sans une manifestation hostile au gouvernement. Le temps était sombre, pluvieux, spongieux. Pétion eût dit volontiers : « Il pleuvra aujourd'hui, les Parisiens resteront chez eux. » Cette fois il se fût trompé. Les maires de Paris informés, chacun dans sa mairie, de ce qui se passait dans leurs arrondisse-

ments, et tous, animés de la même crainte, se rendirent, sans concert préalable et sans convocation, auprès du maire de Paris, pour rendre compte des mouvements d'opinion, recevoir des ordres et se concerter sur les mesures à prendre pour calmer l'irritation de la foule.

A dix heures, le cabinet d'Étienne Arago renfermait des représentants de toutes les municipalités. Plusieurs membres proposèrent de se réunir de suite dans la salle du conseil municipal. Malheureusement, cette proposition ne fut pas adoptée, et la réunion fut ajournée à une heure de l'après-midi. Il fut décidé, en outre, pour éviter la confusion qui résulte naturellement d'une assemblée nombreuse, que les maires seuls, sans les adjoints, assisteraient à cette réunion. A une heure, chacun était exact. Le maire de Paris donna un exposé général de la situation, et chacun des maires fit connaître l'état des esprits dans son arrondissement. Il fut unanimement reconnu que les municipalités avaient besoin, en prévision des difficultés que la prolongation du siège allait faire naître, d'être investies d'une force morale que les élections pourraient seules leur conférer. Jusqu'à présent, cette question de l'élection des municipalités avait été écartée à cause de l'importance que donnerait aux nouveaux élus l'investiture du suffrage universel, si bien que le gouvernement, reconnu en ce moment par la France, mais n'ayant pas été élu, serait vis-à-vis des municipalités sur un pied d'infériorité. Beaucoup de maires provisoires, même parmi les plus avancés, s'étaient, M. Ranc entre autres, prononcés contre l'élection. Il fut reconnu, en outre, qu'il était indispensable de calmer l'irritation de la population au sujet de l'affaire du Bourget, en lui annonçant qu'il allait être procédé à une enquête sur les causes de ce désastre, et que les coupables seraient livrés à la justice. Enfin, il fut décidé que l'on inviterait le gouvernement à procéder à la formation de bataillons de garde nationale destinés à faire corps avec la troupe de ligne, et non pas composés seulement de volontaires, comme il en était question, mais de tous les hommes valides de vingt à trente-cinq ans.

Ces diverses propositions, formulées par le maire du deuxième arrondissement, M. Tirard, furent adoptées à l'unanimité et presque sans débat. Le bureau, composé du maire de Paris et de ses adjoints, fut chargé de porter les vœux de la réunion au gouvernement qui était en permanence dans une salle voisine, et d'insister auprès de lui pour qu'il les adoptât.

Ce fut pendant cette conférence entre le maire de Paris accompagné de ses adjoints et le gouvernement que, malgré les efforts de quelques citoyens dévoués, les grilles de l'Hôtel de ville furent forcées et que la foule immense qui stationnait sur la place

depuis plusieurs heures, envahit les cours, les escaliers et les diverses salles de l'édifice.

Les maires s'étaient dispersés en attendant le résultat de la conférence. Quatre d'entre eux, Henri Martin, Tirard, Carnot et Chaudey se trouvaient seuls dans la salle du conseil municipal au moment où elle fut envahie. Ils opposèrent une vive résistance à cet envahissement. Tirard, eut de son écharpe, monte sur son banc et, à plusieurs reprises, harangue la foule avec une grande véhémence. Menacé un instant par quelques forcenés, ses collègues l'entourent et plusieurs citoyens attirés plus par la curiosité que par un sentiment de désordre, se joignent à eux pour faire évacuer la salle. Déjà les plus intrépides lâchent pied et, avec cette mobilité particulière aux manifestations populaires, un décisif mouvement de recul ne tarde pas à se produire.

Malheureusement une nouvelle bande d'envahisseurs à la tête de laquelle se trouvent Flourens, Félix Pyat, Delescluze et Blanqui, pénètre par les portes vitrées auxquelles donnent accès les deux rampes de l'escalier en fer à cheval de la cour d'honneur. Un tumulte indescriptible règne dans la salle. Les banquettes sont escaladées, les pupitres brisés, les fenêtres volent en éclats, et c'est en vain que Flourens et ses amis réclament le silence pour lire les noms des membres d'un nouveau gouvernement.

Toujours à leur place, faisant tête à l'orage, Chaudey, Henri Martin, Tirard et Carnot, entourés de quelques citoyens dévoués, parmi lesquels se trouve Cernuschi, protestent avec énergie contre ces nouvelles violences, mais leurs voix se perdent dans le tumulte et ils sont obligés d'abandonner une lutte désormais inutile.

Pendant ce temps, dans les salles où se tenaient habituellement les membres de la défense, d'autres scènes aussi tumultueuses avaient lieu et déjà le gouvernement se trouvait débordé et annihilé! Dès le matin de ce jour humide et triste du 31 octobre, la grande place de l'Hôtel de ville, cette vieille place de Grève qui a vu passer tant de révolutions et entendu tant de clameurs, était remplie de groupes bruyants qui, malgré la pluie, devenaient de minute en minute plus nombreux. Des bataillons arrivaient, la crosse en l'air, voulant plutôt protester contre les bruits d'armistice que combattre le gouvernement. D'autres, sur des drapeaux avaient écrit leur programme : *Pas d'armistice! la Commune! la levée en masse!*

Rue de Rivoli la foule criait sous les fenêtres du gouverneur de Paris : *A bas Trochu! Vive la Commune! Des armes!* Vers onze heures les gardes nationaux, sans armes, entourent l'Hôtel de ville. M. Étienne Arago essaie de leur parler, ils n'écoutent point. M. Floquet lui succède, dit quelques

mots, dans ce tumulte, et disparaît à son tour. Enfin le général Trochu paraît. Il fait un geste. Le prestige de l'uniforme est encore tel en France qu'on se tait aussitôt. Cette foule sent d'ailleurs qu'en dépit de tout, cet homme tient le sort de la ville assiégée.

« Citoyens, dit-il, voulez-vous entendre un homme qui a voué sa vie à la défense de la patrie? »

« Que demandez-vous? »

« Nous croyons avoir fait le possible et réparé en grande partie les fautes impardonnables du gouvernement déchu. »

« Quand nous sommes arrivés au gouvernement l'état de Paris était tel que l'ennemi eût pu s'en rendre maître en quarante-huit heures. »

« A l'heure qu'il est, nous pouvons le dire avec certitude, la ville de Paris est imprenable. »

« Mais il ne suffit pas que l'ennemi n'entre pas, il faut le chasser, le battre. Pour cela nous avons besoin non-seulement de toutes vos forces et de votre patriotisme réunis, il faut encore l'union de tous... »

A ce moment les cris de : *A bas Trochu!* interrompent l'orateur qui parvient cependant à reprendre la parole :

« Nous faisons, sachez-le bien, continue-t-il, les plus grands efforts, les plus énergiques efforts. Nous transformons sans relâche les vieilles armes à tir rapide. »

« J'y passe ma vie! »

« Si nos armées ont été vaines, c'est qu'elles n'avaient pas ce qu'il faut pour vaincre; elles manquaient d'artillerie. »

« Nous faisons tous les plus grands efforts pour triompher. »

« Nous avons réuni des forces capables de lutter avec l'ennemi. (Interruption.) »

« Nul plus que moi n'est dévoué au salut commun et nul ne veut davantage une guerre sans merci, une guerre à outrance. »

M. Jules Simon à son tour affirme la volonté du gouvernement de continuer la guerre et de résister jusqu'au bout, mais c'est vainement qu'il essaie de se faire entendre. Il remonte dans la salle du Trône. La foule se précipite sous le portique que surmonte la statue d'Henri IV, et l'Hôtel de ville est envahi.

C'est d'abord une sorte d'angle humain qui fait coin dans la porte, puis c'est un flot, et c'est une mer humaine.

C'est à ce moment que, les maires délibérant comme nous l'avons rapporté, dans la salle du conseil municipal, M. Jules Mahias, secrétaire général de la mairie de Paris, leur dit brusquement, en apercevant la foule dans la cour : « Tout est inutile. Nous sommes envahis! »

En effet, l'Hôtel de ville appartient à la foule qui

s'y rue dans un tumulte indescriptible. Un coup de feu avait été tiré au moment où le général Trochu remontait dans la salle du Trône. Fort heureusement la lutte ne s'engagea point. Elle eût été un carnage.

Rochefort se montre à la foule, pour essayer de l'arrêter, il est accueilli par les cris : « A bas Rochefort! Il est du gouvernement! Pas de Rochefort! »

La salle où siège le gouvernement est envahie, occupée par la foule. Assis autour de la table, les membres du gouvernement gardent une digne attitude. M. Jules Favre est amer, sarcastique, le général Trochu, de temps à autre, la tête dans ses mains, laissait échapper cette phrase : « Et dire que je n'avais besoin que de quinze jours pour tout sauver! » On le vit aussi arracher la décoration qu'il portait sur sa poitrine. M. Dorian, le seul homme accepté par la foule, était entouré, pressé d'accepter de faire partie d'un gouvernement nouveau. Il refusait, froidement, nettement.

Il était deux heures. M. Ch. Ferry, frère du membre du gouvernement était déjà sorti de l'Hôtel de ville pour appeler des bataillons au secours des gouvernants. M. Étienne Arago avait apporté à M. Jules Favre le résultat de la délibération des maires; et M. Favre, avec tout le gouvernement, avait accepté les élections. Ainsi, la nomination des magistrats municipaux était une chose convenue, acceptée, acquise, et M. Rochefort fut prié par ses collègues d'en donner la nouvelle à la foule.

Rochefort, le populaire, comme l'appelle Flourens, debout sur la table, essaie vainement de calmer l'effervescence de ce flot humain.

Il annonce que les élections municipales auront lieu le lendemain.

— Non! non! lui répondit-on aussitôt. Pas d'élections municipales! La Commune!

— Mais, citoyens, répond Rochefort avec un geste fait de haussement d'épaules, c'est la même chose!

Il comprend que ce serait en vain qu'il essaierait d'insister; que la foule est irritée, furieuse et sourde. Il cherche à descendre de la table, lorsque tout à coup une sorte de houle le repousse brusquement. C'est M. Lefrançais qui aide à tirer par les jambes Rochefort. Rochefort est forcé de descendre à terre, et Lefrançais alors, prenant sur la table la place du membre du gouvernement, déclare que le gouvernement de la défense nationale est déchu de ses fonctions. La foule crie bravo. Elle applaudit à la déchéance, lorsque, sur la table, apparaît, à son tour, Gustave Flourens, botté, en costume de major, pâle, son long visage égaré et rayonnant. Il annonce qu'il va lire les noms du nouveau gouvernement, dit Comité de salut public, et chargé de faire les élections de la Commune.